



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8575^e séance

Mardi 16 juillet 2019, à 10 heures

New York

Provisoire

Président : M. Meza-Cuadra. (Pérou)

Membres :

Afrique du Sud	M. Mabhongo
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Moriko
États-Unis d'Amérique	M. Hunter
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Guinée équatoriale	M ^{me} Mele Colifa
Indonésie	M. Syihab
Koweït	M. Alotaibi
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

Lettre datée du 13 avril 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/264)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre datée du 13 avril 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/264)

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes appelées à présenter un exposé à participer à la présente séance : M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire général adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, et M. Lamberto Zannier, Haut-Commissaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour les minorités nationales.

Le Conseil va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} DiCarlo.

M^{me} DiCarlo (*parle en anglais*) : La dernière fois que j'ai présenté un exposé sur l'Ukraine au Conseil de sécurité c'était le 25 avril (voir S/PV.8516), au lendemain de l'élection, le 21 avril, du Président Volodymyr Zelenskyi.

Aujourd'hui, le Conseil se réunit de nouveau à quelques jours seulement d'une autre élection importante, le 21 juillet, jour où les Ukrainiens se rendront aux urnes pour élire leurs représentants au Parlement, la Verkhovna Rada. Nous espérons que les élections seront tout aussi pacifiques et démocratiques, et qu'elles seront inclusives et refléteront notamment la participation la plus large des femmes.

Dans son discours d'investiture, le Président Zelenskyi a souligné la nécessité de réaliser la paix et l'unité et de rejeter les politiques qui créent des divisions, et il s'est dit disposé à engager le dialogue en vue de promouvoir les réformes intérieures et de mettre fin au conflit qui se poursuit depuis cinq ans dans l'est de l'Ukraine. L'ONU juge encourageantes ces déclarations qui mettent l'accent sur le dialogue, la paix et l'inclusion. Nous accueillons positivement les efforts de dialogue à tous les niveaux, y compris bilatéral entre chefs d'État,

et nous espérons qu'ils insuffleront un plus grand élan à la dynamique en faveur du règlement du conflit.

La séance du Conseil aujourd'hui coïncide avec l'entrée en vigueur de la loi relative à l'usage de l'ukrainien en tant que langue nationale. Cette loi, qui régit l'utilisation de l'ukrainien comme seule langue nationale dans de vastes domaines de la fonction publique et des services publics, a été adoptée par la Verkhovna Rada le 25 avril, et promulguée le 15 mai.

Le texte a été adopté en deuxième lecture, après l'examen de plus de 2000 amendements, dont 800 ont été retenus. Si de nombreuses dispositions de cette loi entrent en vigueur aujourd'hui, le texte prévoit aussi une période de transition, allant de six mois à 10 ans, pour la mise en oeuvre des autres dispositions. La loi demande par ailleurs au Gouvernement de soumettre au Parlement un projet de loi sur l'exercice des droits des minorités nationales ukrainiennes d'ici à janvier 2020.

Bien que cette nouvelle loi suscite des inquiétudes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, les autorités ukrainiennes la qualifient de conforme à la Constitution du pays, en particulier l'article 10 relatif aux langues nationales et aux langues minoritaires, ainsi qu'à la législation nationale et aux engagements pris au niveau international.

Dans le cadre de ses rapports périodiques, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a suivi le processus législatif et fait part aux autorités compétentes de ses recommandations fondées sur les normes internationales. Même si de nombreux points controversés ont été réglés dans sa version finale, la loi continue de susciter la préoccupation.

Le HCDH recommande que le Gouvernement ukrainien élabore, tel que prescrit dans la loi relative à la langue nationale, une loi sur l'exercice des droits des minorités nationales ukrainiennes afin de garantir une juste corrélation entre la protection des droits des minorités et la préservation de la langue nationale en tant qu'outil d'intégration dans la société. Cela doit être fait sans tarder outre mesure.

La Commission européenne pour la démocratie par le droit, Commission de Venise, est aussi en train d'analyser la loi. Le projet d'avis doit être discuté par la Commission après les élections législatives ukrainiennes du 21 juillet.

Dans ce contexte, nous saluons ce qu'a déjà dit le Président Zelenskyi, à savoir qu'une analyse approfondie

de la loi sera menée. Nous espérons que cela ouvrira la voie à d'autres mesures pour sauvegarder les droits des minorités.

Le Bureau du Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales a aussi fourni des conseils aux autorités ukrainiennes sur les questions linguistiques, l'objectif étant de parvenir à une loi équilibrée qui unit la société ukrainienne plurielle. C'est pourquoi je me félicite que le Haut-Commissaire de l'OSCE, M. Lamberto Zannier, ait pu venir en personne aujourd'hui pour faire un exposé au Conseil sur cette question.

C'est la quatrième fois depuis le début de l'année 2019 que le Conseil de sécurité se réunit sur l'Ukraine. La transition politique en cours en Ukraine a lieu sur fond du conflit qui se poursuit dans le Donbass, où de nombreux habitants continuent d'être confrontés quotidiennement à de graves difficultés liées au conflit ouvert.

Ces dernières semaines, nous avons observé des signes qui indiquent qu'avec la volonté politique voulue au sein du Groupe de contact trilatéral, des mesures concrètes pour améliorer la situation sécuritaire et humanitaire le long de la ligne de contact sont possibles. Nous saluons le désengagement des forces et le retrait des armes lourdes, le 26 juin, du point de passage de Stanytsia Luhanska, comme rapporté par la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine. Il conviendrait de faire fond sur ces mesures. Nous espérons voir d'autres mesures de confiance, notamment la réparation du pont piétonnier de Stanytsia Luhanska et la libération des détenus.

Toutefois, nous notons avec regret l'échec persistant à parvenir à un accord sur un cessez-le-feu. Nous voudrions encore une fois nous faire l'écho de l'appel lancé par l'OSCE à tous les intéressés pour leur demander de travailler de façon constructive, notamment durant la réunion du Groupe de contact trilatéral de demain, en vue de parvenir à un accord sur cette question sans plus tarder. La mise en œuvre d'un cessez-le-feu durable doit s'accompagner du retrait des armes lourdes des zones peuplées, du désengagement des forces et de la protection des civils et des infrastructures civiles critiques.

La situation sur la ligne de contact reste imprévisible et instable. Les escalades récurrentes des hostilités entraînent des engagements militaires d'intensité variée. Malgré la persistance des incidents de sécurité et la limitation de ses activités, la Mission

spéciale d'observation de l'OSCE, sous la direction du nouvel Observateur en chef, l'Ambassadeur Halit Çevik, continue de s'acquitter de son mandat crucial.

Pendant ce temps, le coût humain du conflit ne fait que croître. Les civils ordinaires continuent d'être pris pour cible et d'être victimes chaque jour de bombardements aveugles, en plus de vivre sous la menace des mines. Rien que pour cette année, le HCDH avait, au 30 juin, recensé 91 victimes civiles liées au conflit – 13 morts et 78 blessés. Les combats continuent également d'endommager et de compromettre les infrastructures civiles. Entre mai et juin, la station de traitement de l'eau de Donetsk, qui fournit de l'eau salubre à environ 380 000 personnes des deux côtés de la ligne de contact, a essuyé des tirs à trois reprises. Depuis le début de l'année, les installations de distribution d'eau ont été attaquées plus de 60 fois. Les écoles ont également été attaquées 17 fois, soit déjà plus que pendant toute l'année 2018.

Nous réaffirmons une fois encore que les parties au conflit doivent prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter de porter atteinte aux civils. Le droit international humanitaire doit être respecté par toutes les parties pour protéger les civils et leur accès aux services essentiels. Les organisations humanitaires apportent des secours aux communautés les plus vulnérables des deux côtés de la ligne de contact, mais un accès sûr, prévisible et durable à tous ceux qui en ont besoin reste difficile à assurer. L'action de ces organisations ne doit être ni politisée ni instrumentalisée par aucune partie.

Dans la résolution 2202 (2015) du 17 février 2015, le Conseil a approuvé à l'unanimité l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk. Dans sa déclaration présidentielle S/PRST/2018/12, du 6 juin 2018, le Conseil a réaffirmé, là encore à l'unanimité, le caractère central des Accords de Minsk et, le 12 février 2019, il a tenu une séance spéciale (voir S/PV.8461) consacrée à l'application desdits Accords. Pour l'ONU, les préoccupations que pourraient susciter les Accords de Minsk doivent être réglées par le biais d'un dialogue constructif dans le cadre des formats de négociation existants, sans déroger aucunement à l'esprit ou à la lettre des Accords, en vue de les appliquer dans leur globalité.

Aujourd'hui, l'Ukraine a l'occasion de continuer à faire fond sur les réformes qu'elle a menées et de relancer les efforts diplomatiques visant à régler le conflit qui sévit depuis cinq ans dans l'est du pays. Cela

exigera avant tout que toutes les parties concernées fassent montre de volonté politique dans cette quête fondamentale de la paix. Nous espérons que, à la suite des élections législatives et de la formation du nouveau Gouvernement, les déclarations encourageantes entendues récemment seront suivies d'actions concrètes de la part de tous les acteurs pour, enfin, donner le coup d'envoi d'une dynamique favorable à la mise en œuvre des Accords de Minsk.

Dans le message qu'il a envoyé au Président Zelenskyi pour le féliciter, le Secrétaire général a souligné que l'ONU appuyait pleinement les efforts déterminants déployés par les quatre pays du format Normandie, le Groupe de contact trilatéral et l'OSCE pour mettre un terme au conflit dans l'est de l'Ukraine. Il a également réaffirmé l'attachement de l'ONU à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Dans un environnement régional et mondial de plus en plus fragile, la possibilité de régler le conflit dans l'est de l'Ukraine représente également une chance de parvenir à une paix et une sécurité renforcées en Europe. Il faut la saisir.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Zannier.

M. Zannier (*parle en anglais*) : Vous m'avez invité, Monsieur le Président, à présenter un exposé au Conseil de sécurité et je suis heureux de vous faire part de certaines de mes réflexions sur la question à l'examen, conformément à mon mandat de prévention des conflits et dans la mesure permise par sa clause de confidentialité.

Dans le courant de la semaine, en marge du forum politique de haut niveau sur le développement durable, mon bureau organisera une réunion avec d'autres organisations régionales, afin d'examiner comment des politiques d'intégration efficaces peuvent contribuer à renforcer la cohésion des sociétés et leur résilience face aux conflits et aux crises. Nous nous concentrerons en particulier sur le rôle de la jeunesse et sur l'importance de politiques équilibrées dans le domaine de l'éducation, comme autant d'outils propres à promouvoir la pleine participation de tous les membres de la société à la vie publique.

Au fil des ans, mon bureau a élaboré une série de directives et de recommandations portant sur d'importantes questions, telles que l'éducation et l'usage de la langue, recommandations qui sont au fondement de nos échanges avec tous les États concernés qui sont membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). C'est également sur la base de ces directives et recommandations que les Hauts-Commissaires pour les minorités nationales qui se sont succédé depuis plus de deux décennies coopèrent avec les autorités ukrainiennes sur divers ensembles de politiques relatives à l'intégration de la société ukrainienne plurielle, en particulier s'agissant des questions linguistiques et éducatives. Depuis mon entrée en fonctions, j'ai suivi de près l'adoption de la loi sur l'éducation de 2017 et toutes les étapes du processus de rédaction de la loi relative à l'usage de l'ukrainien en tant que langue nationale.

À cet égard, je me suis rendu plusieurs fois en Ukraine pour m'entretenir avec les autorités, les représentants des communautés minoritaires nationales et d'autres interlocuteurs concernés. Comme je l'ai souligné à plusieurs reprises dans mes échanges avec le Gouvernement ukrainien et la Verkhovna Rada, l'Ukraine a, de fait, parfaitement le droit de renforcer le rôle de la langue nationale pour accentuer le sentiment d'appartenance commune. Cela étant, les mesures dans ce sens doivent être équilibrées par des efforts concertés pour tenir compte de la diversité ethnique et linguistique du pays. En conséquence, les droits des minorités, y compris dans les domaines de la langue et de l'éducation, doivent être pris en compte et respectés, conformément aux normes internationales et aux engagements que l'Ukraine a pris envers l'OSCE.

Dans l'idéal, on doit parvenir à une politique linguistique équilibrée et pragmatique par des incitations et moyens positifs plutôt que par des sanctions, et en tenant compte des spécificités régionales, notamment en vue de faciliter les progrès sur la voie du règlement du conflit en Ukraine et dans la région. Cela contribuerait à créer un environnement propice à utiliser davantage la langue nationale comme un outil d'intégration.

Des consultations approfondies avec toutes les parties prenantes concernées, y compris les minorités nationales, doivent avoir lieu à toutes les étapes du processus pour réunir un large consensus sociétal, accroître l'appropriation et parvenir à une politique mutuellement acceptable et inclusive. L'avis et les contributions des institutions internationales compétentes, notamment la

Commission de Venise du Conseil de l'Europe, peuvent aider à faire en sorte que la législation linguistique soit conforme aux normes internationales. Une législation relative à la langue et aux minorités nationales doit être élaborée de manière globale afin d'en garantir la cohérence et d'éviter toute lacune dans le dispositif législatif relatif aux minorités nationales.

La loi relative à l'usage de l'ukrainien en tant que langue nationale a été promulguée alors que j'étais en visite à Kiev, en mai. J'en ai donc discuté, ainsi que du projet de loi envisagé pour régir l'utilisation des langues dans le pays, avec l'administration présidentielle sortante et avec plusieurs ministères, de même qu'avec les présidents de toutes les commissions compétentes à la Verkhovna Rada. J'ai également fait part de mes réflexions sur la politique linguistique de l'Ukraine dans un éditorial publié à la veille de ma visite, ainsi que dans ma lettre au Président Zelenskyi à la suite de ma visite, dans laquelle je décrivais les options envisageables pour l'avenir et soulignais que la question linguistique doit être abordée d'une manière qui unit et non divise la société ukrainienne plurielle. J'ai également relevé que le Président Zelenskyi avait dit la même chose dans son propre discours d'investiture.

En ce qui concerne le texte même de la loi, je voudrais appeler l'attention du Conseil de sécurité sur certaines grandes considérations, que voici.

Par rapport au texte adopté en première lecture, la version promulguée introduit des différentes périodes de transition pour la mise en œuvre des dispositions linguistiques dans les divers domaines impliquant l'usage de la langue officielle. Je me félicite que la loi sur la langue nationale prolonge jusqu'en 2023 la période de transition pour l'application de l'article 7 de la loi sur l'éducation pour les langues de l'Union européenne. Toutefois, la distinction entre langues de l'Union et langues hors Union, comme l'a souligné la Commission de Venise au regard de la loi sur l'éducation, reste préoccupante. Des éléments marquant une approche punitive sont conservés. La loi porte création du Bureau du plénipotentiaire, qui non seulement a pour mandat de surveiller l'application de la loi relative à la langue nationale, mais est également compétent pour prononcer avertissements et amendes.

Je note, en outre, que la loi mentionne – ce à quoi les autorités s'engagent – l'adoption d'une législation portant sur l'exercice des droits des minorités nationales dans un délai de six mois, ce qui me semble être une intention positive. Au-delà de cet engagement déclaré,

toutefois, la loi relative à la langue nationale ne procure pas, en l'état, suffisamment de clarté juridique ou de garanties pour la protection des droits linguistiques des personnes appartenant à des minorités nationales. C'est pourquoi, en attendant l'adoption du projet de loi envisagé sur les droits des minorités nationales, la protection de leurs droits linguistiques reste floue.

L'idéal serait que la politique linguistique de l'Ukraine soit complétée par une modernisation du cadre juridique général protégeant les droits des minorités nationales, y compris dans le domaine linguistique, grâce à l'adoption d'une loi d'une portée générale. Toutes les parties prenantes concernées, en particulier les représentants des minorités nationales, devraient être dûment consultées au sujet de l'élaboration de ce texte de loi.

Au nom de mon institution, je reste disposé et déterminé à aider le nouveau dirigeant et le nouveau Gouvernement à élaborer une politique pragmatique et tournée vers l'avenir, notamment dans le domaine de l'éducation, qui soit conforme aux engagements internationaux pris par l'Ukraine et permette de jeter des bases solides pour l'édification d'une société bien intégrée et placée sous le signe de la cohésion.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Zannier de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la présidence péruvienne d'avoir convoqué la présente séance.

Pour commencer, je voudrais dire que nous sommes tout à fait d'accord que la protection et la promotion de la langue d'une nation donnée relève de la responsabilité de tout État, y compris l'Ukraine. Notre discours n'est pas contre la langue ukrainienne, qui, soit dit en passant, est comprise, aimée et respectée en Russie, mais pour la défense de la langue russe, que les autorités ukrainiennes partiales ont décidé de faire disparaître en adoptant des méthodes radicales et dracونيennes. Elles ont pratiquement banni la communication en russe dans l'espace public, ce qui va à l'encontre de toutes les conventions protégeant les intérêts des minorités nationales et les droits fondamentaux de la personne. Cela défie le bon sens et est contraire aux normes les plus élémentaires d'un comportement civilisé.

Pour donner un exemple tiré d'un entretien avec M. Mykyta Poturaev, candidat à la Verkhovna Rada et conseiller du Président ukrainien pour les questions politiques, celui-ci propose que le russe soit rebaptisé langue de la « Rossiya », que la Russie soit rebaptisée « Moscovie » et que la langue russe soit utilisée comme une arme contre notre pays.

En prévision de la question que nous allons certainement entendre aujourd'hui – quelle est la pertinence de la question linguistique pour l'ordre du jour du Conseil de sécurité? –, ma réponse est qu'elle est d'une pertinence directe. Le document signé par l'ancien Président Poroshenko le 15 mai viole directement l'esprit et la lettre de l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk, entériné par la résolution 2202 (2015). Par conséquent, nous devons tous présenter une évaluation impartiale et fondée sur des principes de la nouvelle loi ukrainienne. J'espère que tous nos collègues seront capables de résister à la tentation de protéger Kiev des critiques bien méritées pour l'adoption de cette loi et ne se contenteront pas de parler d'autres sujets au cours de la présente séance. Je voudrais rappeler que les principales dispositions de ce document, qui prévoit une « ukrainisation » stricte et forcée de tous les aspects de la vie publique et introduit progressivement des amendes pour la non-utilisation de la langue ukrainienne, entrent en vigueur aujourd'hui. Les citoyens russophones de l'Ukraine seront privés de la possibilité de recevoir un enseignement dans leur langue maternelle, y compris dans les universités et les écoles.

Je ne me répéterai pas aujourd'hui et je ne donnerai pas d'exemples précis tirés du texte de la loi. Je l'ai déjà fait le 20 mai (voir S/PV.8529). Depuis, il n'y a eu aucune raison de changer notre position sur le sujet, ni pour nous, ni pour les Ukrainiens russophones. Il ne s'agit pas d'une affaire interne ukrainienne. Nous rejetons catégoriquement cette interprétation. Pour ceux qui comprennent vraiment l'histoire ukrainienne contemporaine, il est évident que la question de l'identité linguistique et culturelle est au cœur de la fracture tragique que le pays connaît depuis le coup d'État de « Maïdan » en 2014. C'est précisément la menace d'interdire l'utilisation du russe comme langue officielle, lancée contre les habitants de la Crimée et du sud-est de l'Ukraine par les autorités de Maïdan dans les premiers jours après leur prise du pouvoir, qui a servi de catalyseur aux dissensions et aux affrontements internes, lesquels à leur tour ont conduit à la crise actuelle et à la division du territoire.

Par conséquent, si ce problème n'est pas réglé dans un esprit de consensus public et d'harmonie, il ne peut y avoir de véritable progrès vers la cohésion sociale et par conséquent, vers la fin du conflit fratricide interne qui sévit dans l'est de l'Ukraine. Ceux qui essaient de couvrir les actions des autorités de Maïdan prétendent qu'elles visent à soutenir la langue officielle par rapport aux langues des minorités nationales. Cela inclut également les Ukrainiens russophones. Cela peut paraître logique, mais tout expert objectif de l'Ukraine confirmera qu'une telle approche est difficilement applicable dans ce pays. Les citoyens russophones de l'Ukraine ne sont pas une minorité nationale au sens classique du terme. Si l'on fait abstraction des statistiques officielles de Maïdan, selon lesquelles la langue russe n'est plus parlée en Ukraine, toutes les autres sources et enquêtes montrent que le russe reste la langue natale ou de prédilection de la majorité de la population ukrainienne.

D'après la société américaine Gallup, à la fin des années 2000, 83 % des personnes interrogées en Ukraine ont déclaré que le russe était leur langue de prédilection et une matière extrêmement importante du programme scolaire de leurs enfants. Selon le moteur de recherche Google, en 2014, plus de 90 % des recherches faites depuis l'Ukraine étaient effectuées en russe. Même les propagandistes de Maïdan les plus farouches doivent admettre qu'au moins un quart des Ukrainiens ont le russe pour langue natale. N'est-il pas clair, d'après ces statistiques, que les mesures restrictives et punitives contre la langue russe dans ce pays exacerbent, à tout le moins, les divisions et la confrontation sociale? D'ailleurs, les nouvelles autorités ukrainiennes, qui ont reçu l'appui de 75 % des Ukrainiens durant la dernière élection présidentielle, ont exprimé dès le début des doutes quant au caractère judicieux de la politique d'ukrainisation forcée du pays et du lancement d'une campagne d'inquisition linguistique. Le nouveau Président, Volodymyr Zelenskyi, et son équipe ont clairement indiqué à plusieurs reprises qu'après la formation d'un nouveau Parlement ukrainien, ils avaient l'intention de se pencher en détail sur la constitutionnalité de la loi sur la langue officielle de l'Ukraine.

Au sein du Parlement ukrainien - la Verkhovna Rada –, beaucoup de questions ont été également soulevées au sujet de cette loi. Le 21 juin, des parlementaires ont déposé devant la Cour constitutionnelle ukrainienne un recours concernant le fait que la loi sur la langue de l'État ukrainien n'est pas conforme à la Constitution ukrainienne et viole le droit des citoyens d'utiliser leur langue natale et par conséquent, crée un climat

d'intolérance au sein de la société. Aujourd'hui même, un projet de loi visant à abroger la loi linguistique a été déposé à la Verkhovna Rada, au motif que celle-ci constitue une violation de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales et de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

Dans ces circonstances, beaucoup dépend de nous aujourd'hui. Les membres du Conseil peuvent soit faire le jeu des politiciens de Maïdan discrédités, qui sont dirigés par l'ancien Président Poroshenko, et prétendre que la loi sur la langue nationale doit être accueillie calmement et sans critique, soit envoyer un message clair que la lutte pour préserver l'identité nationale et culturelle ne doit pas donner lieu à une violation des droits de la population russophone. Je voudrais indiquer que l'ancien Président Poroshenko a déclaré récemment que tant que M. Zelenskyi parlera le russe, le pays sera en danger. Celui-ci a reçu plusieurs menaces de la part d'autres militants nationalistes de Maïdan à cet égard. Il n'y a pas de consensus sur la question linguistique en Ukraine. L'adoption de la loi linguistique est une décision purement politique qui ne tient pas compte de l'opinion de la population ukrainienne, de la situation actuelle dans le pays et des particularités de la société multiethnique ukrainienne.

Afin de ne pas encourager une logique aussi pernicieuse et dangereuse pour l'Ukraine, nous proposons aujourd'hui d'envoyer un message clair quant à l'appui des membres du Conseil à l'unité et à la cohésion des Ukrainiens, au lieu de les diviser. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions démontrer, non pas en paroles mais en actes, notre attachement commun aux Accords de Minsk, que l'Ukraine essaie de contourner par tous les moyens possibles.

M. Hunter (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : L'appui des États-Unis à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine est inébranlable. Nous sommes déterminés à travailler en collaboration avec le peuple ukrainien pour promouvoir la démocratie et la prospérité et éradiquer la corruption. Le Président Trump a insisté sur ce message auprès du Président Zelenskyi à la suite des élections pacifiques et pluralistes qui ont reflété le dynamisme de la démocratie en Ukraine.

Depuis 2014, les agissements de la Russie en Ukraine ont fait environ 13 000 morts liés au conflit, dont plus de 300 soldats ukrainiens tués ou blessés cette année lors du conflit dans l'est de l'Ukraine, que la Russie a provoqué. Face à l'agression de la Russie et aux

efforts qu'elle déploie pour affaiblir le pays, l'Ukraine continue, au contraire, de se montrer plus unie, plus soudée, plus résistante et plus forte.

Nous nous réjouissons de l'occasion qui nous est donnée aujourd'hui de débattre des problèmes rencontrés par les groupes minoritaires en Ukraine. Depuis 2014, les forces d'occupation russes ont mené une campagne de violence, comprenant des dizaines d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées, des emprisonnements et des actes de torture, notamment contre les Tatars de Crimée, les Ukrainiens de souche et d'autres. Nous appelons la Russie à mettre fin aux violences systématiques qu'elle inflige à la communauté tatare de Crimée et aux nationaux ukrainiens en Crimée et dans la région du Donbass.

Nous notons avec préoccupation la suppression par la Russie de l'enseignement dans les langues nationales minoritaires en Crimée. Selon les données recueillies par la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine, seuls 249 écoliers reçoivent cette année un enseignement en ukrainien, contre 12 694 enfants pendant l'année scolaire précédant le début de l'occupation russe.

Au contraire, nous saluons l'appui du Président Zelenskyi aux efforts de promotion de la langue ukrainienne afin de promouvoir l'unité nationale. Alors que le Président Zelenskyi a promis de prendre des mesures pour renforcer les relations entre Kiev et les Ukrainiens vivant dans l'est de l'Ukraine, la Russie sape perpétuellement l'unité, comme en témoigne sa décision récente de délivrer des passeports aux Ukrainiens vivant dans des zones de conflit.

Nous notons avec tristesse que cela fera cinq ans demain que 298 civils innocents ont été tués dans le crash de l'avion assurant le vol MH17 de la Malaysia Airlines. Les États-Unis renouvellent leurs plus sincères condoléances aux familles et aux amis des victimes, et demandent que justice soit faite au nom des personnes qui ont perdu la vie.

Comme les conclusions de l'équipe d'enquête conjointe l'ont clairement montré, le lanceur de missiles Bouk utilisé pour abattre l'avion de ligne appartenait à la Russie et était affecté à la 53^e brigade antiaérienne russe. Le lanceur de missiles a été amené en territoire ukrainien souverain, utilisé depuis un territoire contrôlé par la Russie et les forces russes dans l'est de l'Ukraine, puis rapporté en territoire russe. Nous rappelons que le Conseil de sécurité a exigé que l'on contraigne les

responsables de l'incident à répondre de leurs actes et que tous les États s'associent pleinement aux efforts déployés pour établir les responsabilités. Nous demandons à la Russie de respecter et d'approuver la résolution 2166 (2014), et de veiller à ce que toute personne actuellement inculpée en Russie soit traduite en justice.

Plus récemment, la Russie a intensifié ses activités agressives en bloquant le passage légal des navires ukrainiens et en les attaquant près du détroit de Kertch en novembre dernier. Les États-Unis exhortent la Russie à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, y compris ses eaux territoriales, et nous l'appelons à nouveau à libérer immédiatement les membres d'équipage ukrainiens détenus et à restituer les navires confisqués. Cela illustrerait clairement la volonté de la Russie de coopérer de manière plus constructive avec l'Ukraine.

La Russie doit mettre fin à son occupation de la péninsule ukrainienne de Crimée. Nos sanctions liées à la Crimée resteront en vigueur jusqu'à ce que la Russie restitue le contrôle de la péninsule à l'Ukraine, et nos sanctions contre la Russie en réponse à ses actes agressifs en Ukraine orientale resteront en vigueur jusqu'à ce que la Russie mette pleinement en œuvre les Accords de Minsk. Comme l'a déclaré le Secrétaire d'État Pompeo dans notre déclaration sur la Crimée l'année dernière, les États-Unis rejettent la tentative d'annexion de la Crimée par la Russie et s'engagent à maintenir cette politique jusqu'à ce que l'intégrité territoriale de l'Ukraine soit rétablie.

M. de Rivière (France) : Je remercie M^{me} Rosemary DiCarlo et M. Lamberto Zannier pour leurs présentations sur la situation difficile à laquelle l'Ukraine est confrontée, au travers d'un conflit qui a fait – rappelons-le – plus de 13 000 morts.

Cette situation n'est pas le résultat de l'adoption, le 25 avril dernier, de la loi sur l'usage de l'ukrainien en tant que langue nationale. Cette loi ne constitue en aucun cas une menace à la paix et à la sécurité internationales. C'est aux Ukrainiens qu'il revient de faire leur choix, entre autres, sur la politique linguistique, dans le respect de leurs engagements européens et internationaux. Les élections législatives anticipées qui auront lieu dimanche prochain y contribueront.

Ce sont plutôt les multiples atteintes à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis 2014 qui constituent une profonde source

d'inquiétude et une menace pour la paix et la sécurité internationales. Je souhaite saisir cette occasion pour réaffirmer l'attachement de la France à l'intégrité territoriale, à l'indépendance et à la souveraineté de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. La France ne reconnaît pas et ne reconnaîtra pas l'annexion illégale de la Crimée. Je réitère aussi la condamnation par la France de la décision de la Russie de faciliter l'octroi de la nationalité russe aux citoyens ukrainiens résidant dans certaines zones des oblasts de Donetsk et de Louhansk. En agissant de la sorte, la Russie porte délibérément atteinte à l'esprit des Accords de Minsk.

Alors que sera commémoré demain le cinquième anniversaire de la tragique destruction de l'avion assurant le vol MH17, nos pensées vont aux familles et proches des 298 victimes. Elles méritent que la vérité soit établie, que les responsabilités soient identifiées et que la justice soit rendue, conformément à la résolution 2166 (2014).

La France réitère, par ailleurs, son appel à la libération, comme l'a exigé le Tribunal international du droit de la mer en mai dernier, des 24 marins ukrainiens capturés lors de l'incident naval de novembre dernier en mer Noire dans le détroit de Kertch.

Je souhaiterais surtout insister sur deux points.

Tout d'abord, certains développements positifs sont intervenus ces dernières semaines, et même ces derniers jours. Sous l'impulsion du Président ukrainien Volodymyr Zelenskyi, les travaux du Groupe de contact trilatéral ont pu reprendre dans une atmosphère constructive à partir du 5 juin. Toujours à l'initiative des nouvelles autorités ukrainiennes, le désengagement de la zone pilote de Stanitsa Louhanska a enfin été mis en œuvre le 30 juin dernier. Il s'agit d'un progrès important sur le plan sécuritaire et qui ouvre la voie à des améliorations des conditions humanitaires. Je tiens également à saluer la reprise de contacts bilatéraux au plus haut niveau entre l'Ukraine et la Russie, qui s'est concrétisée par un premier échange téléphonique entre le Président de l'Ukraine et le Président de la Fédération de Russie le 11 juillet dernier.

Mon deuxième point, c'est qu'il convient désormais de créer, sur la base de ces premiers développements positifs, une dynamique génératrice de la confiance indispensable au règlement du conflit. Nous avons une responsabilité vis-à-vis des 3,5 millions de personnes qui souffrent au quotidien de ce conflit. C'est pourquoi la France reste, aux côtés de l'Allemagne,

fermement engagée au sein du format Normandie. La France a ainsi accueilli, le 12 juillet, à Paris une nouvelle réunion des conseillers diplomatiques en format Normandie marquant la reprise de ses travaux. Les échanges constructifs qui s'y sont tenus sont encourageants. Un ensemble de mesures prioritaires à prendre par les parties dans les prochaines semaines a pu être agréé. Il leur appartient désormais d'en assurer la traduction concrète.

Il est notamment nécessaire d'avancer rapidement sur un échange de prisonniers – le précédent remontant à décembre 2017 –, sur un cessez-le-feu véritablement respecté, sur l'amélioration de la situation humanitaire, ou encore sur le retrait des armes lourdes ainsi que le déminage. Des élections locales démocratiques permettront, une fois le cadre légal nécessaire élaboré, la mise en œuvre des dispositions de décentralisation prévues par les Accords de Minsk.

Pour conclure, je voudrais en appeler à la vigilance de tous. Pour être encourageants, les récents développements n'en restent pas moins fragiles. La période qui s'ouvre offre une opportunité d'imprimer une nouvelle marque, plus positive et constructive, et de relancer le processus de paix. Il appartient à tous de saisir cette occasion en privilégiant la voie exigeante du dialogue et de la coopération. Les Accords de Minsk auront bientôt cinq ans – il est grand temps de les mettre enfin en œuvre.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous souhaitons remercier le Président de nous avoir conviés à la présente séance, ainsi que M^{me} DiCarlo et M. Zannier pour leurs exposés importants.

La République dominicaine saisit cette occasion pour féliciter le Président ukrainien, Volodymyr Zelenskyi, de sa prise de fonctions, et elle se réjouit que son objectif prioritaire annoncé soit le règlement du conflit dans l'est de son pays. Nous lui souhaitons plein succès dans la conduite de son gouvernement.

Le Conseil et la communauté internationale considèrent les Accords de Minsk comme l'expression de la « volonté légitime des parties de rétablir une paix durable. Néanmoins, plus de quatre ans après la signature de ces accords, les violations du cessez-le-feu se poursuivent, les besoins humanitaires des civils dans les zones touchées par le conflit sont préoccupants, le nombre de personnes touchées par la faim et la misère, proche de 4 millions, est alarmant, et la triste réalité pour

plus de 1,5 million de personnes déplacées est qu'elles ne peuvent pas rentrer chez elles. À ces problèmes s'ajoutent les mesures unilatérales constantes, qui ne contribuent en rien à faire avancer le processus de paix.

Cela étant, nous invitons de nouveau les parties à assouplir leurs positions, à ouvrir la voie au dialogue et à réaffirmer leur attachement à la paix, au multilatéralisme et au règlement pacifique des différends. La République dominicaine exhorte les parties à protéger l'intérêt collectif, le respect des droits de l'homme ainsi que les garanties et libertés de tous leurs citoyens, majorités comme minorités, notamment les droits et prérogatives relatifs à la langue de chaque population.

Dans le contexte de la présente séance, il est essentiel d'agir sur la base d'une évaluation impartiale de la situation des minorités. À cette fin, nous réitérons la nécessité de maintenir le dialogue avec toutes les parties concernées. Il faut continuer d'avancer, sans délai, vers un règlement durable. Pour y parvenir, les parties doivent s'abstenir de tout acte unilatéral de nature à entraver le processus de mise en œuvre des Accords et à compliquer les efforts visant à consolider la paix pour le peuple ukrainien et ses voisins.

Enfin, la République dominicaine reconnaît de nouveau l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies. Dans le même temps, nous tenons à souligner les efforts continus que déploient l'Organisation et la communauté internationale et l'appui constant qu'elles fournissent au peuple ukrainien pour atténuer l'adversité qu'il subit depuis des années. À cet égard, nous appelons à maintenir des conditions propices à la poursuite du dialogue entre les parties selon le format Normandie actuel et dans le cadre du Groupe de contact trilatéral, et nous insistons sur la nécessité de mettre pleinement en œuvre les Accords de Minsk pour mettre fin au conflit et rétablir la paix et la sécurité internationales en Ukraine et dans la région.

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier la Secrétaire générale adjointe, Rosemary DiCarlo, et le Haut-Commissaire, Lamberto Zannier, de leurs exposés détaillés.

Je félicite également le peuple ukrainien de l'investiture du Président Volodymyr Zelenskyi le 20 mai. Nous souhaitons plein succès au Président et au peuple ukrainiens dans la gestion des nombreux défis que devra relever l'Ukraine sur la voie de la paix et la prospérité.

L'Indonésie a déjà affirmé à maintes reprises sa position en ce qui concerne le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi que la non-ingérence dans ses affaires intérieures. Nous avons également réitéré la nécessité pour toutes les parties de faire preuve de retenue, de gérer la crise de manière responsable et de défendre le droit international. Nous estimons d'une importance cruciale que toutes les parties concernées appliquent pleinement la résolution 2202 (2015). Je tiens à souligner les points suivants.

Premièrement, nous respectons pleinement la compétence nationale de l'Ukraine en ce qui concerne la gestion de ses affaires intérieures, notamment le choix de l'ukrainien en tant que langue nationale du pays, comme le stipule la loi adoptée le 15 mai. Pays qui compte plus de 300 groupes ethniques et plus de 700 langues parlées, l'Indonésie comprend parfaitement le pouvoir unificateur de la langue, qui est précisément la raison d'être de la langue : unir les personnes au lieu de les diviser. Cela a toujours été notre devise, et nous espérons que cet esprit d'ouverture, notamment le respect des droits des minorités, restera présent pour garantir l'édification d'une société unie et d'une paix durable en Ukraine. Ainsi, nous notons et saluons l'intention du Président Zelenskyi de mener une analyse approfondie de la loi pour garantir que les droits constitutionnels et les intérêts des citoyens ukrainiens soient garantis indépendamment de leur appartenance ethnique, de leur religion et de leurs origines.

Deuxièmement, nous ne saurions trop insister sur la nécessité de mettre en œuvre les engagements convenus sur le plan international. Il revient à toutes les parties d'honorer leurs engagements, conformément à l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk énoncées dans la résolution 2202 (2015). La pleine mise en œuvre de ces engagements est essentielle au règlement pacifique du conflit et à la prévention d'une nouvelle escalade. Nous exhortons donc toutes les parties à manifester la volonté politique nécessaire pour garantir le règlement du conflit et rétablir la paix et la stabilité en Ukraine. Toutes les parties doivent cesser de prendre des mesures considérées comme portant préjudice à la mise en œuvre des engagements contractés.

Troisièmement, nous saluons et appuyons les efforts que déploient toutes les parties, y compris l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Groupe de contact trilatéral, pour faciliter et superviser la mise en œuvre des Accords de Minsk. Nous exhortons toutes les parties à appuyer et garantir

la mise en œuvre du mandat de l'OSCE et son engagement effectif.

Enfin, je réitère qu'un règlement approprié de cette crise ne peut être le fruit que d'un dialogue véritable entre les parties, avec l'appui de l'ONU et de la communauté internationale. Nous appuyons pleinement tous les efforts constructifs visant à régler le conflit en Ukraine par des moyens pacifiques, conformément au droit international et aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, et le Haut-Commissaire, M. Zannier, de leurs exposés.

La Chine a toujours maintenu une position objective et impartiale sur la question de l'Ukraine. Nous respectons la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, y compris l'Ukraine. La Chine estime que toutes les parties concernées doivent appliquer pleinement la résolution 2202 (2015) et les nouveaux Accords de Minsk, demeurer attachées à la direction générale du processus politique et rechercher activement une solution globale, durable et équilibrée à la question ukrainienne.

La situation en Ukraine englobe des facteurs historiques et contemporains complexes. La Chine appuie les parties concernées dans les efforts qu'elles déploient pour régler rapidement leurs différends pertinents par le dialogue et les négociations, en tenant compte des préoccupations légitimes de toutes les régions et de tous les groupes ethniques en Ukraine et en y répondant, de manière à parvenir à un règlement final acceptable pour toutes les parties..

Le Conseil de sécurité doit jouer un rôle constructif et créer un environnement extérieur favorable afin que toutes les questions pertinentes soient réglées dans le but de promouvoir la paix, la stabilité et le développement en Ukraine, l'harmonie entre ses diverses communautés ethniques et la coexistence pacifique entre l'Ukraine et les autres pays de la région.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Zannier de son exposé.

Lorsque le Conseil de sécurité a décidé de ne pas tenir de séance sur cette question le jour de l'investiture du Président Zelenskyi, l'Ambassadeur de la Russie a accusé le Conseil de censure. Eh bien, il n'y a pas de censure. Ici, nous débattons de cette question. À l'époque, on a proposé à la Russie d'en débattre à n'importe quelle autre date, mais elle a insisté pour que nous

nous rencontrions le jour de l'investiture. Quel pays autour de cette table ne trouverait-il pas cela inutile, provocateur et irrespectueux si cela était proposé dans sa région?

Nous voici maintenant à cette séance, comme nous avons alors dit que nous le serions, à discuter de l'Ukraine, et il ne doit pas y avoir de censure. C'est pourquoi j'ai été surpris de ne pas entendre l'Ambassadeur de la Russie expliquer pourquoi la Russie continue d'armer les séparatistes dans l'est de l'Ukraine, pourquoi la Russie refuse d'appliquer les Accords de Minsk, pourquoi elle continue de détenir illégalement 24 militaires ukrainiens, ou pourquoi elle persécute la communauté tatar dans la Crimée annexée illégalement. Voilà les questions qui justifient la poursuite des discussions autour de cette table.

Je voudrais parler de la politique linguistique nationale de l'Ukraine. Il importe que nous le fassions dans le contexte des tentatives incessantes de la Russie de saper l'indépendance de l'Ukraine. Nous rejetons le lien ténu que la Russie a établi entre la loi linguistique et les Accords de Minsk, et nous appelons la Russie à assumer sa responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales en mettant en œuvre les engagements qu'elle a pris en vertu des Accords de Minsk.

Comme nous l'avons entendu, le projet de loi sur la garantie du fonctionnement de l'ukrainien comme langue nationale, qui a été adopté par le Parlement ukrainien le 25 avril, vise à renforcer le rôle de la langue ukrainienne dans la vie publique. Nous notons que la loi exige que le Parlement ukrainien adopte de nouvelles lois sur la réalisation des droits des peuples autochtones et des minorités nationales d'Ukraine. Nous nous félicitons de ce que la loi exige que le Parlement ukrainien adopte de nouvelles lois pour protéger les droits des peuples autochtones et des minorités nationales. Bien entendu, nous attendons de l'Ukraine qu'elle respecte ses obligations internationales, notamment la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales et la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Je conviens avec M. Zannier que la loi linguistique doit unir, et non diviser, une société diversifiée.

Les Ukrainiens continuent de souffrir en raison du conflit alimenté par la Russie. Près de 13 000 personnes ont perdu la vie. La Russie nie avoir fourni des armes et du personnel, mais si elle n'a rien à cacher, pourquoi la Russie et les séparatistes qu'elle soutient bloquent-ils l'accès de la Mission spéciale d'observation de

l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à la frontière entre l'Ukraine et la Russie qui est hors du contrôle du Gouvernement ukrainien? Et pourquoi la Russie n'a-t-elle toujours pas fourni d'explications pour l'abattage d'un drone de longue portée appartenant à la Mission spéciale d'observation en octobre de l'année dernière à la frontière non contrôlée par le Gouvernement ukrainien? Nous appelons la Russie à jouer son rôle en veillant à ce que les problèmes de sécurité et humanitaires dans l'est de l'Ukraine soient réglés.

Il y a trois mois, au lendemain de l'écrasante élection démocratique du Président Zelenskyi, la Russie a décidé de faciliter l'obtention de la citoyenneté russe pour les citoyens ukrainiens vivant dans l'est de l'Ukraine. Cela témoigne d'un mépris manifeste pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et va à l'encontre de l'esprit et des objectifs des Accords de Minsk. Le Royaume-Uni appuie la disposition de l'Union européenne à y répondre, notamment en ne reconnaissant pas les passeports russes délivrés en violation des Accords de Minsk. Et je me souviens que c'est sous prétexte de protéger les citoyens russes que la Russie avait envahi la Géorgie. Il importe qu'elle n'ait pas le même projet pour l'Ukraine.

Le Royaume-Uni se félicite des efforts déployés par le Président Zelenskyi pour faire face à la crise ukrainienne et est prêt à appuyer ses efforts visant à améliorer la situation humanitaire et à instaurer la paix dans la région du Donbass. Par ailleurs, nous continuons d'appuyer les efforts déployés par nos partenaires dans le cadre du processus de Minsk, et nous sommes prêts à apporter notre aide si nécessaire. Toutes les parties ont des responsabilités en vertu des Accords de Minsk, et nous espérons voir un retrait du personnel et des armes russes fournis aux séparatistes soutenus par la Russie ainsi qu'un accès, un acheminement et une distribution de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin dans des conditions de sécurité. Je me félicite des informations que nous a fournies la Secrétaire générale adjointe DiCarlo au sujet des récentes améliorations apportées à cet égard.

La situation en Crimée annexée illégalement est désespérée. Nous déplorons la persécution continue des Tatars de Crimée, notamment l'arrestation arbitraire de 24 personnes à Simferopol en mars. Nous appelons la Russie à libérer immédiatement tous les prisonniers politiques et à permettre aux organisations de surveillance des droits de l'homme d'accéder sans restriction

à ces prisonniers. Nous appelons en outre la Russie à libérer immédiatement les 24 marins ukrainiens détenus depuis le 25 novembre, conformément à l'arrêt rendu le 25 mai par le Tribunal international du droit de la mer.

Demain, cela fera cinq ans que l'avion assurant le vol MH17 de la Malaysia Airlines a été abattu, entraînant la mort tragique des 298 personnes à bord de l'appareil. La famille et les amis des personnes qui sont mortes méritent justice. Nous nous félicitons de l'inculpation de quatre individus accusés d'avoir perpétré ces attentats, et nous exhortons la Russie à coopérer pleinement avec les autorités chargées des poursuites, conformément à la résolution 2166 (2014).

Au lendemain de l'écrasante élection démocratique du Président Zelenskyi, la Russie a présenté sa nouvelle loi sur les passeports. Le jour de l'investiture du Président Zelenskyi, la Russie a tenté, mais sans succès, d'organiser une séance du Conseil de sécurité pour détourner l'attention de cet événement. Au lieu de commettre cette agression, pourquoi la Russie ne noue-t-elle pas un dialogue avec le Président Zelenskyi et pourquoi n'apaise-t-elle pas les tensions au lieu de les attiser dans l'est de l'Ukraine et de se retirer du territoire ukrainien?

Nous voulons nouer un dialogue constructif avec la Russie sur les questions qui sont importantes. Mais il est profondément regrettable que par ses actions, la Russie continue de violer les règles, les normes et le droit international que nous sommes, autour de cette table, chargés de défendre. J'exhorte la Russie à choisir une autre voie que celle qu'elle suit aujourd'hui. Mais entre-temps, la communauté internationale doit rester fermement opposée aux tentatives constantes de la Russie de déstabiliser et de miner l'Ukraine.

Mme Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et M. Lamberto Zannier de leurs contributions à la séance d'aujourd'hui.

Nous sommes fermement convaincus que l'agression russe contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine constitue une menace directe pour la paix et la sécurité internationales. Dans le même temps, l'adoption d'une loi par les autorités légitimes ukrainiennes ne l'est pas. Nous voudrions saisir cette occasion pour souligner quelques faits sur la crise actuelle en Ukraine et dans les environs, qui a été provoquée par la Fédération de Russie et qui est délibérément alimentée par cette dernière depuis 2014.

La Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe rend régulièrement compte des violations du cessez-le-feu, des explosions et des incidents. Les observateurs de la Mission d'observation comptabilisent chaque jour des centaines de violations du cessez-le-feu, notamment le déploiement d'armes interdites en vertu des Accords de Minsk. La très grande majorité des violations du cessez-le-feu, des déploiements illégaux et des restrictions à la liberté de circulation sont le fait des unités militaires illégales soutenues et contrôlées par la Russie dans les zones de la région du Donbass qui ne sont pas sous le contrôle du Gouvernement ukrainien. Nous regrettons que les unités armées contrôlées par la Russie continuent de nuire à l'efficacité de la Mission d'observation en restreignant sa liberté de circulation, en intimidant ses observateurs et en attaquant ses actifs.

Nul ne doit douter à aucun instant que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine en 2014 et son annexion illégale de la Crimée ont constitué un acte d'agression ainsi qu'une violation flagrante de l'interdiction du recours à la force. C'est la Russie qui a utilisé un simulacre de référendum pour s'emparer d'une partie d'un pays souverain, et non l'Ukraine. Des bateaux russes ont attaqué des navires et capturé leur équipage dans le détroit de Kertch. Encore une fois, ce n'était pas l'Ukraine. À cet égard, l'Ukraine a le droit de promouvoir sa langue nationale.

La liste est longue : les élections illégales dans les zones de l'Ukraine non contrôlées par le Gouvernement en 2018, l'introduction de la zone du rouble et la reconnaissance officielle des documents utilisés par les organes militaires illégaux de certaines parties de la région du Donbass. Comment peut-on encore tenter de mettre sur le même plan les actions des deux parties et leur demander de faire preuve de retenue et de bonne volonté?

En mai, le Tribunal international du droit de la mer a ordonné à la Russie de libérer immédiatement les navires interceptés dans le détroit de Kertch et de relâcher les 24 marins qui se trouvaient à bord. Près de deux mois se sont écoulés depuis cette décision pourtant juridiquement contraignante du Tribunal que la Russie continue d'ignorer, proposant plutôt que ces derniers soient transférés sur le territoire ukrainien pour y être jugés conformément à la loi russe, ce qui est bien entendu inacceptable.

Malgré le refus de la Russie de se conformer à ses engagements en matière de sécurité, le Gouvernement

ukrainien, lui, a respecté nombre de ses engagements politiques – le Président a signé une loi sur le statut spécial du Donbass, la Verkhovna Rada a adopté une loi d'amnistie, et l'Ukraine a à maintes reprises demandé un échange de prisonniers. Il y a peu, la partie ukrainienne a démontré son attachement à une approche constructive pour parvenir à un règlement du conflit, en initiant un retrait de ses forces stationnées près de Stanysia Luhanska.

La réponse reste peu encourageante. Malgré les progrès enregistrés dans le désengagement de Stanysia Luhanska, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE constate toujours une présence militaire russe dans les zones où il ne devrait y en avoir aucune. En outre, la Fédération de Russie n'a pas appuyé le cessez-le-feu mis en place pour la saison des récoltes proposé par l'Ukraine à la réunion du Groupe de contact trilatéral. D'autres mesures politiques – notamment la tenue d'élections locales dans le Donbass conformément à la loi ukrainienne – sont impossibles alors que des parties de l'est de l'Ukraine restent sous le contrôle de la Russie.

La Russie poursuit sa politique de mépris flagrant des principes fondamentaux du droit international à l'égard de l'Ukraine. Les actions de la Russie continuent de saper le processus de paix, en particulier les Accords de Minsk de 2014 et de 2015, qui définissent les modalités d'un cessez-le-feu permanent et prévoient la réintégration des territoires ukrainiens temporairement occupés.

Lors de la dernière séance du Conseil sur cette crise en avril (voir (S/PV.8516), la Pologne a condamné la décision de la Russie d'accorder rapidement la citoyenneté russe aux citoyens ukrainiens vivant dans les zones sous contrôle russe des régions de Donetsk et de Louhansk en Ukraine. Ce fut le premier défi – et très certainement pas le dernier – que les autorités russes posent au nouveau Président ukrainien. Il est décevant de voir que la Russie ne veut pas répondre de façon positive et constructive. Moscou ne fait que poursuivre ses tactiques consistant à mettre des bâtons dans les roues pour empêcher les autres d'avancer.

L'exacerbation continue, par la Russie, des tensions dans le Donbass reste un défi direct à la sécurité internationale, avec des conséquences graves pour l'ordre juridique international qui protège l'intégrité territoriale et la souveraineté de tous les États. La communauté internationale ne doit ni accepter ni reconnaître ce mépris incessant pour les principes fondamentaux du droit international, et doit répondre

comme il se doit au comportement inacceptable et illégal de la Russie.

Enfin, et c'est important, je voudrais appeler l'attention du Conseil sur le cinquième anniversaire de la destruction de l'aéronef assurant le vol MH17 de la Malaysia Airlines, qui a fait 298 victimes de 17 pays. Nous voudrions rendre hommage à ceux qui ont perdu la vie et rassurer leurs familles que nous appuierons les efforts que déploient les enquêteurs pour établir les faits et les responsabilités s'agissant de cet incident et rendre la justice. Nous appelons tous les États, y compris la Fédération de Russie, à coopérer pleinement avec les efforts visant à établir les responsabilités pour la destruction de l'avion assurant le vol MH17, conformément à la résolution 2166 (2014) du Conseil de sécurité.

Pour terminer, je rappelle une fois encore l'appui indéfectible de la Pologne à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je remercie M^{me} Rosemary DiCarlo et M. Lamberto Zannier de leurs exposés.

L'État du Koweït est d'avis que tout État a le droit d'adopter, en vertu de sa Constitution, sa langue officielle, qui est l'un des éléments les plus importants de son existence et de son identité. En effet, l'usage des langues en Ukraine est garanti par la Constitution du pays et est régi par la loi. En effet, l'article 10 de la Constitution stipule que la langue officielle de l'État ukrainien est l'ukrainien et que l'État assure la promotion et l'usage de la langue ukrainienne dans tous les aspects de la vie sociale et sur l'ensemble du territoire ukrainien.

Étant donné que nombre de dispositions de la loi relative à l'usage de l'ukrainien sont entrées en vigueur le 16 juillet 2019, que la loi en question prévoit une période transitoire allant de six mois à 10 ans avant l'entrée en vigueur des autres dispositions, et que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et le Haut-Commissariat de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour les minorités nationales ont fourni des conseils aux autorités ukrainiennes concernant les questions linguistiques en vue de garantir des lois équilibrées qui unissent la société ukrainienne plurielle, nous ne pouvons qu'espérer que les parties concernées mettront en œuvre ces dispositions et ces recommandations en vue de réduire les tensions.

Par ailleurs, nous invitons les deux parties à faire preuve de retenue et à prendre toutes les mesures

nécessaires pour apaiser la situation et réduire les tensions militaires en mer d'Azov, ainsi qu'à se conformer aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Nous leurs demandons de faire preuve de la volonté politique nécessaire et de se réengager à mettre pleinement en œuvre l'ensemble des mesures prévues dans les Accords de Minsk aux fins du règlement du conflit et du maintien de la sécurité et de la stabilité de la région.

Nous réitérons que le dialogue reste le meilleur moyen de mettre fin aux conflits par la voie pacifique et sur la base des buts et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. C'est pourquoi nous appelons de nouveau les parties à s'engager sérieusement et de bonne foi à préserver la sécurité et la stabilité de la région, ainsi qu'à s'efforcer de parvenir à une solution globale et équilibrée de cette question par le dialogue, conformément à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. À cet égard, nous appelons au renforcement du dialogue entre les deux parties à tous les niveaux en vue de donner un plus grand élan à la dynamique en faveur du règlement du conflit.

En outre, nous suivons avec préoccupation la situation d'instabilité persistante dans l'est de l'Ukraine, qui dure depuis cinq ans, une situation qui a eu des conséquences humanitaires et économiques importantes qui ont affecté la vie quotidienne des habitants et endommagé les infrastructures critiques. Plus de 3 millions de personnes sur 5,2 millions ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, en plus des quelque 1,5 million de personnes déplacées. C'est pourquoi nous exhortons les deux parties à éviter toute mesure d'escalade susceptible d'exacerber le conflit en cours ou d'empêcher des progrès dans l'application des Accords de Minsk, qui constituent le seul cadre convenu pour un règlement régional du conflit.

Enfin, nous renouvelons notre engagement en faveur de l'unité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, et de la non-ingérence dans ses affaires intérieures. Nous espérons que toutes les parties concernées s'attacheront à mettre en œuvre la résolution 2202 (2015) et l'ensemble des mesures en vue de l'application des Accords de Minsk.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier M^{me} Rosemary DiCarlo ainsi que M. Lamberto Zannier pour leurs exposés éclairants.

La population de l'Ukraine vient d'élire un nouveau président, M. Volodymyr Zelenskyi, suite à un processus électoral démocratique. Le Président sortant, M. Porochenko, a assuré une transition constructive. Ce sont là deux réalisations importantes dans un environnement politique, économique et sécuritaire complexe. En outre, M. Zelenskyi a tenu un discours d'ouverture à l'égard de toute la population ukrainienne, en ce compris celles des zones non contrôlées par le Gouvernement. Ces derniers jours, M. Zelenskyi a tendu la main au Gouvernement russe afin d'organiser des consultations. La Belgique encourage la Russie à s'engager de manière constructive avec le nouveau Président, et nous appelons les autorités russes à considérer cet élan politique en Ukraine comme une opportunité à ne pas manquer.

La mise en œuvre des Accords de Minsk représente la seule voie pour arriver à une solution politique durable de ce conflit. Il convient, par exemple, que l'Ukraine tienne pleinement compte des recommandations de la Commission de Venise relatives à la loi sur l'éducation, conformément à son engagement, et que la loi sur l'utilisation des langues soit en conformité avec les obligations des Accords de Minsk. Dès lors, nous attendons de toutes les parties qu'elles s'abstiennent de mesures unilatérales susceptibles d'exacerber les tensions, qu'elles mettent rapidement et pleinement en œuvre ces accords, et qu'elles honorent leurs engagements.

Tous les acteurs doivent respecter le cessez-le-feu et respecter le droit international humanitaire, y compris la protection des civils et des structures civiles. Il leur incombe d'améliorer l'accès humanitaire en assurant la sécurité des travailleurs humanitaires et en levant les obstacles bureaucratiques. Les parties doivent garantir la liberté de mouvement des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans toute l'Ukraine, notamment le long de la frontière ukraino-russe et en Crimée. Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que les instruments techniques de la mission de l'OSCE soient ciblés et bloqués sans cesse.

Je saisis cette occasion pour réaffirmer notre attachement indéfectible à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. Nous réitérons notre soutien aux efforts menés par le Groupe de contact trilatéral et par l'OSCE, ainsi qu'en format Normandie. Nous espérons que le nouveau Président continuera sur la voie des réformes politiques et économiques dont le

pays a besoin, et ce, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'Union européenne. La Belgique continuera à offrir son soutien à ce processus, ainsi qu'au peuple ukrainien.

Nous réitérons notre plus grande préoccupation face à l'escalade dans le détroit de Kertch et la mer d'Azov, et aux violations du droit international par la Russie. À cet égard, nous regrettons que la Russie n'ait toujours pas exécuté l'ordonnance du Tribunal international du droit de la mer, qui date pourtant du 25 mai dernier. Nous appelons la Russie à respecter cette décision juridiquement contraignante, et à libérer sans délai les 24 militaires capturés en novembre 2018 ainsi que les trois navires saisis.

Nous condamnons toute obstruction à la navigation et à liberté de passage dans le détroit de Kertch. La militarisation de la Crimée et tout usage illégal de la force risquent de déstabiliser davantage la région, et de faire monter les tensions. Nous exhortons la Russie à garantir le libre passage dans la mer d'Azov sans entrave, conformément au droit maritime international.

Comme de nombreux collègues l'ont rappelé, demain, cela fera cinq ans que l'avion assurant le vol MH17 de la Malaysia Airlines a été abattu au-dessus de l'Ukraine. Cet événement tragique a coûté la vie à 298 personnes, dont plusieurs Belges. L'équipe d'enquête conjointe, dont fait partie la Belgique, a récemment rendu publics les noms de quatre suspects qui seraient impliqués. Leur identification ne met pas fin à l'enquête et la Belgique continue à appeler tous les pays à y collaborer conformément à la résolution 2166 (2014) du Conseil, afin que l'ensemble des responsables puissent être poursuivis et que justice puisse être rendue de manière indépendante, honnête et transparente aux victimes et à leurs familles.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : Ma délégation félicite M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, et M. Lamberto Zannier, Haut-Commissaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour les minorités nationales, pour leurs exposés instructifs sur l'entrée en vigueur, le 15 juillet 2019, de la loi consacrant l'ukrainien comme seule langue nationale.

Chaque fois que le Conseil a été saisi d'une évolution préoccupante de la situation en Ukraine et dans la région, la Côte d'Ivoire est restée constante dans son appel à tous les protagonistes de la crise à faire preuve

de la plus grande retenue et à privilégier le dialogue comme mode de règlement de leur différend. Mon pays reste en effet persuadé que l'absence de progrès dans la mise en œuvre des Accords de Minsk et les initiatives unilatérales qui exacerbent les tensions réduisent les perspectives d'une solution pacifique à la crise actuelle en Ukraine. Dans ce contexte particulièrement volatile, nourri par un climat de méfiance réciproque, la Côte d'Ivoire réaffirme sa conviction que la paix et la stabilité durables ne seront possibles que dans le cadre d'un dialogue permanent, permettant des compromis entre toutes les parties.

À cet égard, elle salue l'entretien téléphonique du 11 juillet, qui a permis aux Présidents Volodymyr Zelenskyi et Vladimir Poutine d'aborder un certain nombre de sujets, dont la situation dans le sud-est de l'Ukraine. La Côte d'Ivoire voudrait émettre le vœu que cet échange téléphonique ouvre la voie à bien d'autres concertations entre les deux Présidents, afin de restaurer le dialogue tant souhaité, dans le cadre du format Normandie, y compris son élargissement éventuel.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire reste convaincue qu'en dépit de la complexité de la crise actuelle, la restauration de la paix et de la coexistence pacifique est possible en Ukraine. Il appartient aux acteurs politiques d'œuvrer, par le recours au dialogue, à la réalisation de cette noble aspiration, afin de mettre toute la région à l'abri d'une confrontation aux conséquences humanitaires désastreuses.

M^{me} Mele Colifa (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Nous nous associons aux autres membres pour remercier M^{me} Rosemary DiCarlo et M. Lamberto Zannier des exposés détaillés qu'ils viennent de nous présenter et dont nous avons pris bonne note.

Ma délégation suit de près la situation en Ukraine, en particulier la crise complexe qui se déroule dans l'est du pays. Nous pensons que cette crise doit être réglée par la voie politique afin de stabiliser le pays et de renforcer et améliorer les relations avec les pays de la région. Compte tenu de la complexité et de la fragilité de la situation, qu'il s'agisse de sécurité, de stabilité ou de développement, et du fait qu'elle est toujours en attente d'être réglée, nous pensons que les parties impliquées doivent faire preuve d'une détermination et d'une disposition accrues à améliorer la situation dans l'est du pays.

Dans ce contexte, ma délégation appelle les parties à faire preuve de retenue afin d'éviter que certaines actions et décisions n'entraînent une escalade

de la situation qui les oppose, ce qui serait lourd de conséquences à long terme. Nous les encourageons également à s'abstenir à l'avenir de toute mesure susceptible d'aggraver ou de déstabiliser la situation, et de compromettre ainsi les efforts que déploie la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité, pour trouver une solution pacifique à cette crise. C'est pourquoi nous sollicitons leur coopération aux fins d'apaiser les tensions.

Le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale, comme il l'a déjà affirmé en d'autres occasions, estime que la pleine application des Accords de Minsk, dans leur intégralité, demeure impérative pour rétablir la paix et instaurer la stabilité dans la région. Nous regrettons donc que le cessez-le-feu soit violé quotidiennement, au mépris le plus direct des Accords de Minsk, et nous exhortons les parties à œuvrer en faveur d'une solution à la crise dans l'est du pays, en tenant compte de l'ensemble de mesures contenues dans lesdits Accords.

Nous tenons à rappeler que les Accords de Minsk, signés en février 2015 et approuvés par la résolution 2202 (2015), restent au fondement de l'engagement de la communauté internationale en faveur d'un règlement pacifique du conflit en Ukraine. Par conséquent, nous exhortons les parties à appliquer pleinement les Accords et à concentrer leurs efforts sur l'organisation d'un dialogue inclusif, qui privilégie les intérêts de tous les citoyens et qui contribue à renforcer l'harmonie entre les différents groupes ethniques en Ukraine.

Pour terminer, une fois de plus, nous saluons le travail accompli par les acteurs humanitaires, qui fournissent une aide humanitaire vitale dans la région. Nous voudrions également exprimer notre appui à la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, dont nous saluons les efforts, qui visent notamment à faciliter le dialogue et à maintenir la stabilité dans la région. Nous encourageons les parties à privilégier le dialogue et à faire preuve de plus de volonté politique, afin de contribuer à réduire les tensions et à trouver une solution durable à cette crise.

M. Mabhongo (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, nous voudrions remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et le Haut-Commissaire Zannier de leurs exposés d'aujourd'hui.

En ce qui concerne la question portée à l'attention du Conseil à la présente séance, l'Afrique du Sud continue d'encourager toutes les parties à intensifier

leurs efforts diplomatiques pour éviter une escalade des tensions et à œuvrer à une solution pacifique, durable et sans exclusive, fondée sur la coopération et un véritable dialogue. Par ailleurs, il importe au plus haut point que toutes les parties s'abstiennent de tout acte qui pourrait être considéré comme provocateur, ce qui pourrait entraîner davantage un règlement pacifique de la situation.

La non-application des accords existants a des conséquences imprévues. Nous voudrions réaffirmer la nécessité pour toutes les parties de s'acquitter pleinement de tous les engagements qu'elles ont pris au titre des Accords de Minsk, qui constituent la feuille de route la plus prometteuse pour parvenir à un règlement pacifique des hostilités en cours, notamment dans l'est de l'Ukraine, et pour faire progresser la cause de la paix et de la stabilité dans la région.

Pour terminer, nous encourageons toutes les parties à aborder le dialogue dans un esprit de compromis afin de faire avancer ce processus.

M. Huesgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer sur une note positive, à savoir que la Russie – par l'entremise de M. Nebenzia – a insisté aujourd'hui sur le fait que nous ne devrions pas aborder d'autres sujets que la question de la loi linguistique. C'est positif parce que, de notre point de vue, l'adoption ou l'examen d'une loi linguistique ne constitue pas vraiment une menace pour la paix et la sécurité et n'est pas une question qui devrait être examinée au Conseil de sécurité. Je constate un changement très positif en ce qui concerne la position de la Russie, qui a toujours insisté jusqu'à présent pour que les questions qui ne sont pas directement liées à la paix et à la sécurité ou qui relèvent des droits de l'homme soient examinées à Genève. Nous nous en réjouissons donc.

En ce qui concerne la loi elle-même, nous sommes d'accord avec ce qu'a dit M. Zannier, à savoir qu'une loi linguistique devrait unir, et non diviser, un peuple. Nous nous félicitons des signaux envoyés par le nouveau Président ukrainien.

À l'instar de la Russie, l'Allemagne voudrait attirer l'attention sur les questions relatives aux droits de l'homme. Nous voudrions rappeler aujourd'hui le traitement réservé aux minorités en Crimée occupée. Les médias et les organisations de Crimée sont interdits. Selon un rapport publié récemment par Human Rights Watch, les Tatars de Crimée sont pris pour cible, arrêtés et poursuivis sans aucune preuve. Nous appelons les autorités russes à respecter les droits fondamentaux, les

libertés d'opinion, d'expression et d'association et la religion des minorités. Bien évidemment, ce qui se passe en Crimée a pour toile de fond la violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, suite à l'occupation illégale de la Crimée par la Russie.

Puisque nous parlons des droits de l'homme – et la Russie l'a mentionné –, qu'est-ce qui est fait pour indemniser les familles des victimes de l'attentat contre l'aéronef effectuant le vol MH17 – 298 hommes, femmes et enfants, qui ont perdu la vie dans un avion abattu à l'aide d'armes russes? Un geste de la Russie demain, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'attentat, serait le bienvenu. En notre qualité de membres du Conseil de sécurité, nous avons effectué récemment une visite en Colombie et nous avons tous pu observer ce qu'on appelle la Commission de la vérité. Pourquoi ne pas mettre sur pied une commission de la vérité et déterminer ce qui s'est passé pour permettre aux proches des victimes de connaître la vérité au sujet de l'attentat contre l'avion effectuant le vol MH17? Qu'en est-il des victimes des violations persistantes du cessez-le-feu? La Russie parle de la mise en œuvre des Accords de Minsk, mais je voudrais signaler que le premier et le plus important paragraphe des Accords de Minsk porte sur le cessez-le-feu. Les Accords de Minsk continuent d'être violés. Nous constatons que les armes lourdes n'ont pas été retirées. Je voudrais également mentionner l'attentat inacceptable perpétré le 1^{er} juillet contre un véhicule médical ukrainien, qui a fait trois victimes.

Pour ce qui est des droits de l'homme, 24 militaires ukrainiens sont détenus. Ces détentions constituent une violation du droit international. Pour l'Allemagne, le respect du droit international et des décisions des tribunaux internationaux revêt une importance fondamentale dans un ordre international fondé sur des règles. Je pourrais ajouter d'autres éléments, mais je voudrais revenir sur ce qu'ont dit mes collègues français, belge, britannique et polonais. Il y a un nouveau Président en Ukraine. Le Président a clairement dit qu'il voulait mettre fin à l'impasse. Il a posé des gestes, dont l'un a été mentionné par la délégation allemande à l'occasion de toutes les discussions au Conseil de sécurité, à savoir le geste concernant le pont de Stanytsia Luhanska. Le Président s'est retiré unilatéralement, tout de suite. Il est prêt à reconstruire le pont. Il faut un geste similaire de la part de la Russie à titre de réciprocité, à la suite des gestes de l'Ukraine, et pour améliorer la situation des citoyens. En effet, ce pont est la seule voie qui relie la zone occupée autour de Louhansk au reste de l'Ukraine.

L'Allemagne reste attachée au format Normandie. Les conseillers ont tenu une réunion fructueuse. Nous espérons que le nouvel esprit suscité par le nouveau Président ukrainien prévaudra et que des progrès seront dorénavant réalisés en ce qui concerne l'application des Accords de Minsk.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Pérou.

Nous remercions les intervenants de ce matin – M^{me} Rosemary DiCarlo et M. Lamberto Zannier – de leurs exposés. Tout d'abord, je voudrais saluer la décision prise récemment par les Présidents russe et ukrainien de reprendre le dialogue dans le cadre du format Normandie et de poursuivre les travaux au niveau des experts, notamment en vue de l'échange de prisonniers dans un avenir proche.

Conformément au principe du règlement pacifique des différends, le Pérou salue et appuie les efforts déployés par le format Normandie et le Groupe de contact trilatéral pour faciliter un règlement politique de la situation dans les régions de Donetsk et Louhansk. À ce propos, nous estimons que les deux pays doivent tirer parti de ces possibilités et mécanismes pour promouvoir le dialogue, et s'abstenir de prendre des mesures qui exacerbent les tensions et compromettent les perspectives de dialogue entre les parties.

À cet égard, nous prenons note de l'entrée en vigueur de la loi visant à renforcer l'usage de l'ukrainien et nous voudrions exprimer nos préoccupations quant au fait que cela pourrait porter atteinte aux droits des minorités linguistiques dans le pays, notamment dans la région du Donbass. De même, nous sommes préoccupés par le décret exécutif russe visant à accorder, au moyen d'une procédure expéditive, la nationalité russe aux habitants de ces régions, sachant qu'elles sont contrôlées par des groupes séparatistes.

C'est pourquoi, conformément à la décision des Présidents des deux pays, nous appelons toutes les parties et tous les acteurs concernés à travailler ensemble en vue de promouvoir la confiance et le dialogue et d'accélérer la pleine application des Accords de Minsk, à commencer par l'engagement en faveur d'un cessez-le-feu.

Pour le Pérou, les Accords de Minsk demeurent le fondement juridique du règlement politique de la situation dans l'est de l'Ukraine, et nous appuyons l'ensemble de mesures en vue de la pleine application de ces accords, qui ont été entérinées par le Conseil il y a plus

de quatre ans. À cet égard, nous saisissons cette occasion pour saluer la décision prise par les deux parties de retirer leurs contingents et leur artillerie de la région de Stanytsia Luhanska, ce qui contribue également à remédier à la grave situation humanitaire. Nous saluons le travail important et les efforts de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE dans l'accomplissement de cette tâche.

Je voudrais conclure en réaffirmant notre attachement à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, conformément à la Charte des Nations Unies et aux Accords de Minsk.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier les membres du Conseil de sécurité, ainsi que les intervenants, pour leurs observations, dont nous avons pris bonne note.

Il y a près de deux mois, le 20 mai dernier, le Conseil de sécurité a clairement exprimé sa position sur la demande de la Russie tendant à débattre de la loi relative à l'usage de l'ukrainien en la rejetant (voir S/PV.8529). Lors de cette séance, le représentant russe a toutefois fait preuve d'un mépris scandaleux envers le règlement du Conseil et envers ses membres en abusant de son droit de parole pour expliquer son vote et faire une longue déclaration sur le fond.

Aujourd'hui, la Russie veut à nouveau parler de la loi relative à l'usage de l'ukrainien en tant que langue nationale, comme si elle pouvait menacer la paix et la sécurité internationales et comme s'il n'y avait pas de questions plus importantes à l'ordre du jour du Conseil. En réalité, cette question n'a aucun rapport avec la paix et la sécurité internationales et n'a rien à voir avec l'application de la résolution 2202 (2015).

Le 22 mai dernier, j'ai adressé au Conseil une lettre contenant une argumentation détaillée sur la question, qui figure dans le document S/2019/422, que je cite pour la commodité des membres du Conseil. Je tiens uniquement à souligner ce qui suit.

Un pays qui, pendant des siècles, a supprimé la langue ukrainienne et l'a remplacée par la force par le russe dans tous les domaines de la vie publique est mal placé pour nous dire aujourd'hui quelle langue nous

devons parler et écrire. À titre de comparaison, il y a des écoles ukrainiennes en Australie, en Argentine, en Slovaquie et dans bien d'autres pays. La Russie, où vivent, d'après les chiffres officiels, près de 3 millions d'Ukrainiens – mais en où vivent officiellement beaucoup – ne compte pas une seule école ukrainienne. En outre, en Crimée, il y avait sept écoles ukrainiennes et 15 écoles tatares de Crimée avant l'occupation russe en 2014. Les autorités d'occupation ont fermé toutes les écoles ukrainiennes et la moitié des écoles tatares de Crimée. Je ne peux que rappeler le Sermon sur la montagne :

« Hypocrite! Enlève d'abord la poutre de ton œil; alors tu verras clair pour enlever la paille qui est dans l'œil de ton frère ». (*La Sainte Bible, Matthieu, 7:5*)

Concernant la loi relative à l'usage de l'ukrainien, je le redis : il s'agit d'une question interne que nous réglerons nous-mêmes avec l'aide de nos partenaires, notamment le Haut-Commissariat pour les minorités nationales, la Commission de Venise et d'autres institutions internationales compétentes.

À chaque fois que la délégation russe aborde ce sujet, elle poursuit un double objectif : exercer des pressions politiques sur l'Ukraine et détourner l'attention d'autres questions. En mai dernier, elle a essayé d'imposer son propre programme au Président ukrainien nouvellement élu, le jour même de son investiture, et de détourner l'attention de l'anniversaire de la déportation des Tatars de Crimée par le régime stalinien.

Aujourd'hui, en soulevant cette question fallacieuse quatre jours avant la tenue des élections législatives en Ukraine, Moscou tente de fournir un appui politique aux parties pro-russes. Dans le même temps, Moscou essaie de détourner l'attention de l'anniversaire de la destruction de l'avion assurant le vol MH17 par l'armée russe le 17 juillet 2014 et de l'application des Accords de Minsk ou, pour être plus précis, de leur non-application persistante par la Russie. C'est pourquoi ma délégation a demandé au Conseil de sécurité d'examiner l'évolution de la situation concernant le conflit russo-ukrainien en cours, et nous lui sommes reconnaissants de la tenue du débat d'aujourd'hui.

Il s'agit de la première séance du Conseil sur le conflit russo-ukrainien depuis la tenue des élections présidentielles en Ukraine. Je voudrais donc réitérer l'attachement indéfectible du nouveau Président ukrainien à un règlement politico-diplomatique du conflit. La

mise en œuvre des Accords de Minsk demeure une de ses priorités absolues.

Immédiatement après avoir pris ses fonctions de chef d'État, le Président Zelenskyi a arrêté des mesures concrètes pour garantir l'efficacité du Groupe de contact trilatéral, la revitalisation du format Normandie et le désengagement des forces dans la région du Donbass. Ainsi, la partie ukrainienne a adopté une approche constructive afin de régler le conflit. Qu'avons-nous obtenu en retour?

Malgré l'accord conclu le 8 mars dernier par le Groupe de contact trilatéral sur le cessez-le-feu, les forces d'occupation russes dans les régions de Donetsk et de Louhansk l'ont violé près de 2 000 fois. Les armes lourdes, interdites par les Accords de Minsk, notamment les chars, l'artillerie lourde et les mortiers, ont été utilisées près de 800 fois. Ces actes de provocation ont causé la mort de 36 militaires ukrainiens et en ont blessé environ 200 autres. Rien qu'en juin dernier, l'Ukraine a perdu neuf militaires en raison de tirs ennemis, en l'absence de toute provocation.

Depuis l'entrée en fonction du nouveau Président, les forces russes et leurs agents ont presque doublé leurs violations du cessez-le-feu. Est-ce à cela que ressemblent les propositions de paix de la Russie? Les forces russes visent délibérément les infrastructures civiles dans toute la région. Est-ce là une invitation aux pourparlers directs que la Fédération de Russie réclame sans cesse? Cela fait cinq ans que la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) nous donne régulièrement des informations détaillées sur toutes ces violations, mais la délégation russe préfère parler au Conseil de la loi relative à l'usage de l'ukrainien.

La situation sur le terrain paraît très sombre, car la Russie ne semble pas disposée à cesser ses pratiques agressives en Ukraine. La mise en œuvre des Accords de Minsk par le Kremlin, avant tout dans le domaine de la sécurité, reste au point mort. L'octroi illicite de passeports se poursuit. Les conditions de sécurité dans la région du Donbass ne cessent de se détériorer. La désoccupation de la Crimée n'a pas encore commencé. Les citoyens ukrainiens continuent d'être utilisés comme otages par Moscou dans sa guerre hybride contre mon pays. La Charte des Nations Unies, les normes du droit international et les décisions contraignantes des cours et tribunaux internationaux restent lettre morte pour la Fédération de Russie, qui continue de nier qu'elle

est partie au conflit qu'elle a orchestré et provoqué et qu'elle continue d'alimenter.

Revenons aux Accords de Minsk, à savoir à l'ensemble de mesures adoptées le 12 février 2015, à propos desquelles l'Ambassadeur Nebenzia se fait un plaisir de faire la leçon aux membres du Conseil.

S'agissant du paragraphe 1 de l'annexe I de la résolution 2202 (2015) sur un cessez-le-feu immédiat et général, les forces russes ont récemment intensifié le bombardement des positions militaires et des zones résidentielles ukrainiennes au moyen d'armes lourdes de 122 et 152 millimètres. Le 1^{er} juillet dernier, une ambulance, présentant tous les signes d'un transport médical, a été attaquée par les forces d'occupation russes avec une roquette antichar, et deux infirmiers ukrainiens évacuant un soldat blessé près du village de Vodyane ont été tués, tandis qu'un troisième est mort plus tard à l'hôpital. Les militants ne savaient-ils pas que le bombardement d'un véhicule médical constituait une violation des normes du droit international humanitaire? Bien sûr qu'ils le savaient, et la délégation russe veut toujours débattre de l'usage de l'ukrainien dans la vie publique de mon pays. Pour celles et ceux qui l'auraient oublié, je voudrais rappeler le paragraphe 1 de la résolution 2286 (2016) :

« Le [Conseil de sécurité] condamne fermement les actes de violence, les attaques et les menaces visant les blessés et les malades, le personnel médical et les agents humanitaires dont l'activité est d'ordre exclusivement médical, leurs moyens de transport et leur matériel ».

La délégation russe persiste à dire que Moscou n'a aucune obligation en vertu des Accords de Minsk et qu'elle n'est qu'une observatrice et une médiatrice impartiale. Injectons une dose de réalité à ces prétentions délirantes. Les premier et deuxième corps d'armée qui constituent la principale force militaire dans les territoires occupés du Donbass sont des éléments à part entière de la huitième armée russe, dont le siège est à Novochoerkask, dans la région de Rostov, en Russie. Toutes les armes, munitions, tout le matériel et tout le carburant sont fournis au Donbass occupé grâce à la huitième armée. Tous les postes de commandement un tant soit peu importants sont occupés par des officiers russes. La responsabilité de la défense de tout accord de cessez-le-feu revient donc au commandement militaire russe, et non à des milices locales imaginaires. La présence militaire russe et sa participation active à la

guerre sont des faits établis, quelle que soit la vigueur avec laquelle la Russie s'en défend.

En ce qui concerne la paragraphe 2 de l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk, qui porte sur le retrait de toutes les armes lourdes afin d'établir une zone de sécurité, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE continue de signaler la présence d'armes en violation des lignes de retrait respectives et à l'extérieur des sites de stockage désignés dans les territoires du Donbass occupés par la Russie, ainsi qu'un réapprovisionnement constant en carburant, en lubrifiants et en munitions. Des centaines d'armes lourdes russes continuent de poser une menace militaire directe et grave à l'Ukraine et à ses défenseurs. Énormément d'informations restent cachées à la Mission.

S'agissant du paragraphe 3 de l'ensemble de mesures, qui porte sur un suivi et une vérification efficaces, par l'OSCE, du régime de cessez-le-feu et du retrait des armes lourdes, comme l'a signalé la Mission spéciale d'observation, les autorités d'occupation russes restreignent les activités des observateurs, notamment en refusant l'accès de la Mission aux points de passage frontaliers dans les parties occupées des régions de Donetsk et Louhansk.

En ce qui concerne le paragraphe 10 de l'ensemble de mesures, qui porte sur le retrait du territoire ukrainien de l'ensemble des unités armées étrangères, équipements militaires et mercenaires étrangers, sous le contrôle de l'OSCE, les informations qui nous parviennent du Donbass confirment qu'aucun retrait n'a eu lieu. Au contraire, nous observons un afflux systématique et incessant d'armes de fabrication russe, notamment des armes dernier cri, et de munitions qui sont acheminées par le segment non contrôlé de la frontière d'État entre l'Ukraine et la Russie.

Quelles dispositions des Accords de Minsk relatives à la sécurité peuvent être considérées comme étant appliquées par la Russie? Aucune. Pas une seule. En dépit des progrès accomplis en matière de désengagement à Stanytsia Luhanska, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE continue d'observer une présence militaire russe dans des zones où il ne devrait y en avoir aucune. La Mission de l'OSCE a signalé la présence d'hommes en tenue militaire, portant illégalement des brassards bleus avec l'inscription « Centre conjoint de contrôle et de coordination ». Nous estimons que ce comportement de la partie russe constitue une provocation supplémentaire car, depuis fin 2017, seule la partie ukrainienne du Centre conjoint de contrôle et de coordination a continué de

s'acquitter de ses responsabilités sur le terrain. Comme cela a déjà été mentionné au Conseil lors de séances précédentes, la Fédération de Russie a unilatéralement et de manière injustifiée retiré ses officiers de cette structure bilatérale. Nul n'est autorisé à les remplacer.

En dépit des nombreuses preuves de l'agression russe contre l'Ukraine dans le Donbass, la Russie continue de nier les faits. C'est la tactique habituelle de Moscou, à savoir nier l'évidence, en dépit de toutes les preuves. Elle a nié de la même manière la présence de ses troupes en Crimée et son rôle dans la saisie de la péninsule. Elle a nié de la même manière toute implication dans la destruction de l'appareil de la Malaysia Airlines assurant le vol MH17, qui a tué près de 300 passagers. Demain marquera le cinquième anniversaire de cette tragédie. Je souhaite présenter une fois de plus les sincères condoléances de l'Ukraine aux familles de toutes les victimes et leur assurer que les responsables doivent être amenés à rendre des comptes et le seront, conformément à la résolution 2166 (2014).

L'Ukraine appuie pleinement les efforts de l'équipe d'enquête conjointe, qui compte des enquêteurs et des procureurs néerlandais, australiens, belges, malaisiens et ukrainiens. Le début des poursuites pénales est une étape importante en vue de découvrir toute la vérité et pour que justice soit faite. Nous accueillons avec satisfaction la décision prise par les Pays-Bas et l'Australie de tenir la Fédération de Russie pour responsable, au regard du droit international, du rôle qu'elle a joué dans la destruction de l'aéronef assurant le vol MH17.

Je rappelle également au Conseil un événement qui s'est produit le 25 novembre dernier, lorsque la Russie a attaqué et saisi deux navires de la marine ukrainienne, le *Berdyansk* et le *Nikopol*, et le remorqueur *Yana Kapu*, et capturé 24 soldats ukrainiens. Ce n'était rien d'autre qu'un nouvel acte d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Cet acte a été commis en violation flagrante du principe fondamental du droit coutumier international et du droit international de la mer – l'immunité des navires de guerre. La Russie a ouvertement négligé l'immunité des navires de guerre et créé un précédent dangereux, qui a causé un préjudice irréparable à l'ensemble du système de liberté de la navigation en haute mer.

La Russie continue de nier cet acte répréhensible sur le plan international, mais aujourd'hui elle va encore plus loin. Elle nie la compétence du Tribunal international du droit de la mer (TIDM) et méprise ses ordonnances

contraignantes. Le 25 mai, le TIDM a rendu sa décision en l'*Affaire relative à l'immobilisation de trois navires militaires ukrainiens (Ukraine c. Fédération de Russie)* par 19 voix contre une, ordonnant à la Russie de libérer les trois navires et de veiller à ce qu'ils soient restitués à l'Ukraine, ainsi que les 24 militaires en les autorisant à rentrer en Ukraine. La Russie n'a pas obtempéré.

Nous ne connaissons pas l'état de ces navires militaires. Nous sommes au courant de la situation des 24 membres d'équipage de ces navires. Ils sont détenus dans une prison russe – la tristement célèbre Lefortovo. Le Consul ukrainien est très rarement autorisé à leur rendre visite, et ils n'ont pas vu leurs familles depuis plus de sept mois. Demain, un tribunal russe examinera la question du maintien en détention de ces 24 militaires ukrainiens. Nous appelons la Fédération de Russie à respecter, au moins, les ordonnances contraignantes du TIDM, à libérer les marins ukrainiens et à les laisser rentrer en Ukraine.

Le mépris général par la Russie du droit international est évident alors que l'administration d'occupation russe intensifie sa répression contre les résidents de la Crimée sous prétexte de lutter contre le terrorisme. C'est ainsi que la Russie réagit aux audiences, qui se déroulent dans les locaux de la Cour internationale de Justice, concernant l'application de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi qu'aux travaux de la Cour permanente d'arbitrage relatifs au *Différend concernant les droits de l'État côtier dans la mer Noire, la mer d'Azov et le détroit de Kertch (Ukraine c. la Fédération de Russie)*.

Les autorités d'occupation russes continuent de refuser l'aide médicale nécessaire aux citoyens ukrainiens en détention. Elles ne font aucun cas de la décision rendue par la Cour européenne des droits de l'homme le 11 juin et refusent de transférer Edem Bekirov, un Tatar de Crimée, dans un hôpital. La Russie doit libérer immédiatement et sans conditions tous les citoyens ukrainiens détenus illégalement par le Kremlin, y compris dans les parties de l'Ukraine occupées par la Russie. D'ici là, ces prisonniers doivent recevoir toute l'aide médicale et la protection juridique nécessaires.

Le mépris flagrant par la Russie des organes juridictionnels internationaux doit susciter une réaction appropriée. Nous appelons au renforcement des sanctions politiques et économiques contre l'État agresseur

jusqu'à ce que la Russie cesse de violer les droits de l'homme en Crimée temporairement occupée, libère tous les citoyens ukrainiens détenus illégalement et mette fin à l'occupation de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol.

Je n'ai pas la recette du règlement politique du conflit. Plusieurs idées et initiatives ont été présentées pour relancer le processus. Aucune d'entre elles n'a pour le moment abouti. Des personnes continuent d'être tuées, les cessez-le-feu ne tiennent pas et la situation humanitaire continue de se détériorer. Le mieux que le Conseil puisse faire aujourd'hui, c'est d'exprimer sa préoccupation ou d'appeler les parties à agir. C'est profondément regrettable, en particulier sachant que les parties sont présentes dans cette salle, même si une des parties prétend ne pas en être une.

Soyons pragmatiques. Je voudrais suggérer des mesures très spécifiques, simples et réalisables que la Russie peut mettre en œuvre, si Moscou souhaite réellement contribuer au règlement du conflit et faciliter un tant soit peu la vie des civils dans la zone de conflit.

Premièrement, la Russie doit s'assurer que le « cessez-le-feu mis en place pour la saison des récoltes », qui a été convenu dans le cadre du format Normandie, soit maintenu, et retirer les armes lourdes. Deuxièmement, elle doit débloquer le processus d'échange de prisonniers, notamment en ce qui concerne les citoyens ukrainiens détenus par les autorités d'occupation russes; autoriser l'accès à ces prisonniers, notamment au Comité international de la Croix-Rouge; et permettre la recherche des personnes disparues. Troisièmement, elle doit libérer sans conditions les 24 militaires ukrainiens, comme l'a ordonné le TIDM. Quatrièmement, elle doit retirer ses militaires de la zone de désengagement et y démanteler ses structures fortifiées. Cinquièmement, elle doit convenir de l'ouverture de points de passage supplémentaires.

Bien sûr, il s'agit d'une liste très courte, et je pourrais continuer ainsi et citer d'autres mesures pertinentes. Mais nous devons commencer quelque part. Changeons la donne. Comme l'a dit il y a des siècles le célèbre philosophe chinois Lao Tseu, « Un voyage de mille lieues commence toujours par un premier pas ».

Le Président (parle en espagnol) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé à faire une nouvelle déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais en effet réagir aux remarques faites par certains collègues dans leurs déclarations.

Je commencerai par mon ami, l'Ambassadeur Heusgen. Je ne sais pas qui lui a répété ce que j'ai dit, mais la façon dont il a interprété ma déclaration montre clairement qu'elle lui a été reformulée de façon inexacte. Je peux répéter ma déclaration pour lui plus tard, s'il le souhaite.

Je ne daignerai pas répondre aux nombreuses questions de mon collègue britannique. Ce n'est pas par manque de respect envers lui, mais simplement parce qu'il n'a pas besoin de ces réponses. Il vit dans son propre univers et les questions qu'il a posées sont, pour lui, rhétoriques. Elles contiennent également les réponses qu'il souhaite entendre et il n'a donc pas besoin d'explications supplémentaires. Soit dit en passant, j'ai suggéré à mon collègue britannique de se rendre personnellement en Crimée et de voir les prétendues souffrances des Criméens, notamment des Tatars de Crimée, afin qu'il puisse tirer ses propres conclusions plutôt que de lire le discours qui lui a été dûment fourni par le Ministère britannique des affaires étrangères.

D'ailleurs, en Crimée, il serait possible de se familiariser avec le système éducatif dans trois langues nationales : le russe, l'ukrainien et le tatar de Crimée, dont notre collègue des États-Unis s'inquiétait tant aujourd'hui. Toutefois, aucun mot n'a été dit sur le sujet de la séance d'aujourd'hui et il n'a même pas commenté les propos du Haut-Commissaire pour les minorités nationales, qui a en effet fourni de nombreuses informations intéressantes dans son exposé.

Nous avons supposé qu'un certain nombre de membres du Conseil feraient tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter de discuter du sujet qui nous occupe aujourd'hui. Ils ont soulevé de nombreuses questions, mais aucune d'entre elles n'était en lien avec le sujet sur lequel nous avons proposé de débattre. Ce n'est vraiment pas une surprise pour nous. Nous tentons depuis longtemps de faire comprendre aux membres du Conseil que le tableau qu'ils décrivent, qui leur est présenté par les autorités ukrainiennes, à savoir une Ukraine démocratique et éprise de liberté, engagée dans une lutte inégale contre un agresseur féroce, n'a rien à voir avec la réalité.

Ils ne comprennent pas que la réalité de la situation est en fait loin d'être ce qu'ils imaginent, ou plutôt, le mythe qu'ils se sont créé. Plus précisément, peut-être

ne veulent-ils tout simplement pas le comprendre du tout. Ils ne veulent pas comprendre que leur indulgence à l'égard de Kiev suscite des sentiments d'anarchie, de permissivité et d'impunité. Ils ne veulent pas entendre que ce qu'il se passe réellement en Ukraine, c'est une société qui fait la promotion de l'inimitié et de l'hostilité envers la Russie. Je vais donner trois brefs exemples pour illustrer cette situation.

La chaîne de télévision ukrainienne News One a annoncé un programme télévisuel commun par satellite avec la chaîne Russia One, auquel devaient prendre part des citoyens ordinaires, et non des responsables politiques. Le programme a fait l'objet de critiques sans précédent de la part des nationalistes, avec la complicité des autorités. Selon les informations recueillies hier, le producteur général de la chaîne a été interrogé par les forces de sécurité ukrainiennes dans le cadre d'une « affaire criminelle concernant une tentative de délit contre la nation ou de trahison de la nation », tout cela pour une tentative de création d'un programme télévisuel commun. Le siège de la chaîne ukrainienne 112 Ukraine dans le centre de Kiev a été la cible d'obus de mortier pour avoir eu le projet de diffuser le documentaire *Revealing Ukraine* d'Oliver Stone, un célèbre réalisateur américain. Cette attaque de mortier a été dénoncée par l'Union nationale des journalistes d'Ukraine, qui a déclaré qu'une guerre était en train d'être menée contre les journalistes et les médias en Ukraine, et Dmytro Yarosh, l'ancien chef du parti Secteur droit et membre de la Verkhovna Rada (le Parlement ukrainien) sortante, a recommandé aux employés des chaînes de télévision de démissionner, et à tous ceux qui s'inquiètent des violations des droits de l'homme et de la liberté d'expression de la boucler.

Kyryl Vyshinsky, le directeur de RIA Novosti Ukraine, est derrière les barreaux depuis un an désormais. Il est accusé de trahison de la nation pour certains de ses reportages. Il existe de nombreux exemples de ce type. Je pourrais en citer un grand nombre, mais les membres du Conseil, du moins, la plupart, ne souhaitent tout simplement pas les entendre.

Nous regrettons que certains n'aient pas pu résister à la tentation de profiter de la séance d'aujourd'hui pour exploiter la question délicate de la désastreuse destruction de l'avion assurant le vol MH17 de la Malaysia Airlines en Ukraine en juillet 2014. À la veille du cinquième anniversaire de cette tragédie, nous présentons à nouveau nos plus sincères condoléances aux familles des victimes. Nous sommes convaincus que

chaque famille mérite de connaître la vérité sur ce qu'il s'est réellement passé ce malheureux jour. C'est pourquoi nous demandons depuis toujours une enquête internationale approfondie et impartiale, conformément à la résolution 2166 (2014), et ne cessons de souligner notre volonté d'y participer et d'y apporter l'appui nécessaire.

Malheureusement, nous ne pouvons croire que l'équipe d'enquête mixte, composée de l'Australie, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Malaisie et de l'Ukraine elle-même, agit en toute impartialité. Des questions relatives au déroulement des travaux sont apparues immédiatement après la signature par quatre États sur cinq, le 7 août 2014, d'un accord confidentiel qui a permis le filtrage de toute information. La Malaisie avait longtemps été privée de la possibilité de participer pleinement à l'enquête. Je ne sais pas si le Conseil a su que, lors d'une réunion avec des journalistes le 30 mai, le Premier Ministre malaisien, Mahathir bin Mohamad, a émis des doutes sur les résultats des travaux du groupe. Nous sommes d'accord avec lui pour dire qu'il semble que l'enquête n'ait pas pour but de faire la lumière sur les circonstances de ce qu'il s'est passé, mais plutôt de rejeter tous les torts sur la Fédération de Russie.

Soit dit en passant, je suis surpris par la déclaration faite par mon ami l'Ambassadeur Heusgen qui a fait référence au droit international et qui a fait preuve d'un nihilisme juridique incroyable, appelant la Fédération de Russie à indemniser les victimes alors que des poursuites judiciaires n'ont pas encore été engagées et qu'aucun coupable n'a encore été identifié. Je tiens à rappeler qu'en octobre 2016, nous avons transmis les données radar initiales non expurgées et que nous sommes à ce jour les seuls à l'avoir fait.

Au sujet du vol MH17, je voudrais demander à notre collègue des États-Unis où se trouvent les images prises par les satellites de son pays au-dessus du lieu de l'accident dont on parle depuis longtemps et que les États-Unis refusent de fournir. Lors d'une récente conférence de presse, le 19 juin, les représentants de l'équipe d'enquête mixte n'ont pas été en mesure de répondre à la question de savoir pourquoi les données russes n'ont pas été prises en compte alors que les données des autres pays n'ont même pas été fournies, tout comme ils ont été incapables d'expliquer pourquoi ils avaient fait fi du fait que le missile qui aurait abattu le Boeing provenait des forces armées ukrainiennes, alors que ce fait avait été établi par la partie russe après que l'équipe d'enquête mixte elle-même a montré des fragments de

ce missile. La politisation de ce Groupe est pour nous totalement évidente.

Je ne parlerai pas en détail de l'incident survenu dans le détroit de Kertch. Je voudrais simplement dire – je ne sais pas si les membres du Conseil le savent ou non – que la Russie a proposé de laisser les marins retourner en Ukraine s'ils consentaient au transfert des poursuites pénales en Fédération de Russie, et acceptaient d'y participer. L'idée a été immédiatement rejetée par le Ministre ukrainien des affaires étrangères, ce qui, soit dit en passant, a été ensuite contesté et remis en doute par le Président Zelenskyi.

Je ne vais pas parler de cela, mais je vais donner lecture d'une seule citation concernant la façon dont, le jour d'avant l'investiture du Président, l'ancien Chef adjoint de l'Administration présidentielle, Andriy Portnov, a déposé une plainte auprès du Bureau d'enquête de l'État contre l'ancien Président Poroshenko pour ses décisions concernant cet incident :

« Les cas susmentionnés sont le résultat d'actions illégales planifiées par un individu qui était alors le Président de l'Ukraine et le chef suprême des forces armées du pays. En d'autres termes, en tant que membre d'un groupe organisé d'individus pleinement informé des tensions dans le détroit de Kertch, conscient de la possibilité que les forces armées de la Fédération de Russie réagissent de façon agressive, et comprenant très bien les risques que cela avait pour la vie, la santé et la liberté des soldats ukrainiens, ainsi que des dommages et des pertes éventuels de matériel militaire et d'armes résultant de ses actes, le Président Poroshenko a délibérément ordonné ou consenti à l'ordre donné à un groupe de bateaux appartenant aux forces armées ukrainiennes de passer de la mer Noire à la mer d'Azov via le détroit de Kertch, pourtant entièrement sous le contrôle de forces navales russes, à l'évidence bien plus supérieures en puissance ».

Pour terminer, je voudrais dire à mon collègue ukrainien ce qui suit. Il a recouru à la tactique bien connue consistant à déformer les concepts, que la partie ukrainienne a toujours privilégiée. C'est comme s'il n'était pas présent à la réunion célébrant les Accords de Minsk lors de laquelle les représentants de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et non pas nous, avaient répondu à la question concernant la présence de troupes russes dans le Donbass. Nous nous rappelons très bien qu'ils ont dit à cet égard.

Pourtant, la partie ukrainienne s'obstine à utiliser le terme « militants russes ». Il se peut bien qu'ils soient russes – il y a de nombreux Russes en Ukraine –, mais ils sont en fait des représentants de la région du Donbass, et non de la Fédération de Russie. De même, il a oublié de dire combien de civils sont morts dans le Donbass, dans les régions de Louhansk et de Donetsk du fait du pilonnage des « vaillantes et chevaleresques » forces ukrainiennes. J'insiste pour dire qu'ils étaient des civils, et je réitère, pour que ce soit bien compris, que ce n'est pas le Donbass qui a marché sur Kiev, mais que c'est Kiev qui s'est rendue dans le Donbass.

Je ne vais pas continuer à décrire la façon dont l'Ukraine a saboté les Accords de Minsk. Le représentant de l'Ukraine a proposé tout à l'heure les mesures qu'il faut adopter pour commencer à régler le conflit, mais c'est à la partie russe qu'il s'est adressé, en recourant encore une fois à la tactique consistant à déformer les concepts. Nous avons dit, nous disons et nous continuerons de dire que tant que la partie ukrainienne n'engage pas directement le dialogue avec les représentants des régions de Donetsk et de Louhansk – et non avec la Russie –, il n'y aura pas de progrès dans ce conflit. J'ai demandé à maintes reprises dans cette salle pourquoi est-ce que lorsque nous examinons d'autres conflits qui, hélas, font rage dans le monde – tels les conflits syrien, yéménite, libyen ou tout autre conflit en fait –, nous appelons les parties au conflit à s'asseoir à la table des négociations et nous n'alléguons pas que des acteurs externes remplacent ces parties au conflit? Ce n'est que

quand il s'agit de l'Ukraine que nombre de membres du Conseil tentent obstinément de nous forcer à déformer les concepts et d'amener la Russie et non ceux qui se trouvent dans le Donbass, dans les régions de Donetsk et de Louhansk, qui sont directement parties à ce conflit, à prendre langue avec l'Ukraine.

Enfin, le représentant de l'Ukraine a dit que nous ordonnons aux Ukrainiens quelle langue ils doivent parler en Ukraine. Nous ne donnons aucun ordre dans ce sens. C'est une loi ukrainienne qui ordonne aux citoyens quelles langues ils peuvent parler et quelles langues ils ne peuvent pas parler.

Le Président (*parle en espagnol*) : Le représentant de l'Ukraine a demandé la parole pour faire une déclaration supplémentaire.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en russe*) : Par respect pour mon collègue russe, M. Vassily Nebenzia, j'ai choisi de parler en russe, surtout parce que cela semble approprié à la lumière de ce sujet fabriqué de toutes pièces aux fins de la séance d'aujourd'hui. Je vais être très bref.

La deuxième déclaration faite par M. Nebenzia a suscité en moi les plus vives préoccupations, notamment parce qu'une fois encore il a confondu une séance du Conseil de sécurité avec un talk-show – un talk-show très populaire en Fédération de Russie appelé *60 Minutes*, avec Olga Skabeeva. Sauf que la séance d'aujourd'hui n'est pas un talk-show.

La séance est levée à 12 h 10.